

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : EUR 62/004/2010 (Public)

ÉFAI

24 juin 2010

L'Ouzbékistan expulserait des réfugiés vers le Kirghizistan, selon des informations inquiétantes reçues par Amnesty International

Amnesty international s'inquiète d'informations qui lui sont parvenues selon lesquelles les autorités ouzbèkes auraient commencé le 22 juin à renvoyer de force vers le Kirghizistan des réfugiés qui s'étaient installés sur le terrain de l'usine de coton du district de Pakhtaabad, dans la région d'Andijan.

Selon les informations communiquées à l'organisation, les responsables du camp et des membres des forces de sécurité auraient forcé les réfugiés à monter dans deux bus. Ils auraient fait référence à un accord passé entre les autorités locales d'Ouzbékistan et le gouverneur de la région de Djalal-Abad au Kirghizistan concernant le retour des réfugiés.

Des réfugiés restés dans le district de Pakhtaabad ont affirmé à Amnesty International n'avoir pas été prévenus ni informés de l'existence d'un tel accord ; ils ont déclaré avoir peur de ce qui pourrait leur arriver s'ils étaient rapatriés de force au Kirghizistan. Des informations faisant état de raids menés par les forces de sécurité kirghizes qui auraient eu parfois recours à une force excessive ainsi que les affrontements qui se sont produits lors du démantèlement de barricades érigées entre le 14 et le 20 juin pour protéger des quartiers et des villages ouzbeks ont aggravé les craintes parmi les réfugiés. En outre, beaucoup d'entre eux n'ont nulle part où retourner. Selon des images satellite déchiffrées par l'Institut des Nations unies pour la formation et la recherche, 1807 bâtiments ont été « totalement détruits » et de nombreux autres sérieusement endommagés à Och.

Le 23 juin, l'un des chefs d'un groupe de réfugiés de Bazar-Korgan au Kirghizistan a déclaré à Amnesty International qu'il faisait partie du grand nombre des réfugiés qui se dirigeaient vers la frontière : « Le gouverneur de la région de Djalal-Abad s'est rendu dans les camps de Pakhtaabad hier et a dit aux réfugiés que tout le monde devrait avoir regagné le Kirghizistan le 25 juin. Beaucoup d'entre nous ne veulent pas y aller, mais nous n'avons pas le choix. »

On estime à 400 000 le nombre d'Ouzbeks et de Kirghizes ayant fui leurs maisons après les violences qui ont éclaté à Och, Djalal-Abad et les régions environnantes le 10 juin. Environ 100 000 Ouzbeks, des femmes, des enfants et des personnes âgées pour la plupart ont trouvé refuge en Ouzbékistan voisin avant que le pays ne ferme ses frontières le 14 juin. On compterait environ 300 000 personnes déplacées internes au Kirghizistan.

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) était dans l'incapacité de confirmer le 23 juin le nombre de réfugiés rentrant d'Ouzbékistan et de dire si ces retours étaient volontaires ou forcés, mais a indiqué que, selon les informations dont il dispose, de nombreuses personnes sont sur le chemin du retour.

Bektur Asanov, gouverneur de la région de Djalal-Abad, qui s'est rendu dans des camps de réfugiés de la région d'Andijan en Ouzbékistan le 22 juin aurait déclaré, selon la presse « pouvoir garantir...que tout devrait bien se passer » et que les personnes dont les maisons ont été incendiées ou détruites seraient dédommagées.

Toutefois, la situation en matière de sécurité reste instable et imprévisible dans le sud du Kirghizistan ; selon les informations qui circulent, le gouvernement intérimaire ne contrôlerait pas totalement les forces de sécurité. Le représentant spécial de l'Union européenne en Asie centrale a averti le 23 juin que les violences pourraient reprendre et s'étendre à partir du sud du Kirghizistan. Le gouvernement intérimaire a néanmoins annoncé sa décision de maintenir le référendum sur la nouvelle Constitution, prévu le 27 juin et déclaré que des urnes mobiles seraient installées dans les régions affectées par les violences. L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a rappelé 300 observateurs électoraux pour des raisons de sécurité.

Les autorités ouzbèkes devraient donc s'abstenir de rapatrier de force, contraindre ou persuader les réfugiés du Kirghizistan de regagner leur pays tant qu'ils ne pourront le faire en toute sécurité et dans la dignité.

Amnesty International craint également que les encouragements adressés par le gouvernement intérimaire kirghize aux réfugiés et déplacés internes pour qu'ils regagnent leurs maisons ne soient prématurés, les forces de sécurité kirghizes n'apparaissant pas en mesure d'assurer la sécurité de ces personnes. L'invitation d'une équipe d'enquêteurs internationaux pour mener de toute urgence des enquêtes impartiales, indépendantes et approfondies sur les atteintes aux droits humains et les exactions qui ont été commises au cours des récents épisodes de violence devrait faire partie des mesures destinées à restaurer la confiance que pourrait prendre le gouvernement intérimaire kirghize. Ce serait là un signal clair de la volonté des autorités d'établir les responsabilités pour les homicides, pillages et autres exactions de manière indépendante et non partisane, sans tenir compte de l'origine ethnique ni de l'affiliation des auteurs présumés de violences.